



BELGIQUE

Discours de S.E. Monsieur Olivier BELLE,

**Ambassadeur,
Représentant permanent adjoint de la Belgique auprès des
Nations unies,**

lors de la

16^{ème} Session de la Commission du développement durable

New York, le 16 mai 2008

Vérifier au prononcé

Permanent Mission of Belgium to the United Nations Organization
One Dag Hammarskjöld Plaza, 41st Floor, 885 Second Avenue, N Y, NY 10017
Tel. 378-6300, Fax 681-7618
E-mail: newyorkun@diplobel.be
Website: <http://www.diplomatie.be/newyorkun>

Monsieur le Président,

De nombreux intervenants l'ont dit avant moi, la présente CSD ne pouvait se dérouler à un moment plus approprié en abordant des sujets d'une actualité aussi brûlante que l'agriculture, le développement rural, la sécheresse et la désertification et l'Afrique. Nous sommes confrontés à trois grandes crises : alimentaire, énergétique et climatique. Elles affectent particulièrement les populations les plus démunies. La complexité de ces crises souligne plus que jamais la pertinence de leur consacrer une session d'examen. Leurs conséquences pèseront lourdement sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et du Plan d'action de Johannesburg (JPOI). Il est dès lors de notre devoir à tous d'y répondre de façon coordonnée et cohérente.

Nous sommes encore trop nombreux, décideurs ou citoyens, à ignorer que certains des modes de production et de consommation actuels ne sont pas durables car ils ont un impact sur les ressources alimentaires et le changement climatique. Ils appauvrissent la diversité biologique et provoquent déchets, pollution et maladies chroniques, pour ne citer que quelques exemples. Ils constituent en cela un défi permanent pour les politiques sociale, environnementale et économique de nos pays. Des réponses politiques renforcées doivent être développées, notamment via des stratégies de développement durable. Des réponses politiques nouvelles sont nécessaires telle que celle apportée par le Processus de Marrakech pour le prochain cycle de la CDD.

Monsieur le Président,

La coopération belge accorde une importance particulière à l'Afrique qui compte 13 de ses 18 pays prioritaires. Elle s'est aussi résolument engagée à augmenter considérablement le volume financier de l'aide au développement en allouant effectivement 0.7% de son revenu national brut d'ici à 2010. Enfin, notre pays a formulé depuis 2002, des stratégies de coopération sectorielles et thématiques couvrant notamment l'environnement, l'agriculture et la sécurité alimentaire, les ressources en eau et l'assainissement, y compris l'égalité des sexes.

Monsieur le Président,

En Belgique, une action participative ambitieuse appelée « le Printemps de l'Environnement » vient d'être lancée par les autorités fédérales en coopération avec les régions et communautés ainsi que la société civile. Elle vise à accélérer la coordination des efforts en matière de changement climatique, pour l'énergie renouvelable, l'environnement et la santé. Le 4^e Rapport fédéral biennuel belge, publié en février 2008, et les avis du Conseil fédéral belge sur le développement durable, confirment l'urgence d'« accélérer la transition vers un développement durable » dans notre pays.

La spécificité de la politique d'agriculture durable et du développement rural dans notre pays est définie par nos trois Régions.

En région flamande, sur la base du principe de la multifonctionnalité de l'agriculture, une politique d'appui à la diversification des agriculteurs a été mise en œuvre avec succès. Un nombre croissant, actuellement près de 15% des agriculteurs flamands remplissent au moins une autre activité de diversification telle que tourisme, protection de l'environnement, gestion du paysage, etc. Quant à la Wallonie elle a adopté un large éventail de méthodes agro-environnementales qui rendent son agriculture plus durable tout en maintenant sa diversité biologique et paysagère.

Enfin Monsieur le Président, je souhaiterais lancer un appel aux autres gouvernements ici présents, qui concerne plus directement les générations futures. Notre pays a financé depuis fort longtemps la participation de grands groupes sociaux et pour la deuxième année consécutive, il finance la participation de 3 jeunes aux travaux de la CSD. Nous ne pourrions qu'encourager davantage de délégations à le faire aussi afin de transmettre à ces générations notre volonté d'agir pour la préservation de notre planète.

Je vous remercie.